

• **ORYX / ONUSOM / RESTORE HOPE**  
• **SOMALIE**  
• **(DÉCEMBRE 1992 - MAI 1993)**



## • I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

### • 1-1 Type d'opération

- Opération de police internationale (selon les termes du Secrétaire Général de l'ONU) à but humanitaire.

### • 1-2 Mandat

- ONU. Résolution 794 du 3 décembre 1992 par laquelle est acceptée l'offre d'un Etat membre (les Etats-Unis) de mener, en coopération avec tous les Etats membres volontaires, une opération militaire (conformément au chapitre VII) visant à instaurer dans les plus brefs délais les conditions de sécurité pour les opérations humanitaires en Somalie.

### • 1-3 Durée de l'opération

- Cinq mois, du 9 décembre 1992 au 4 mai 1993.

### • 1-4 Zones ou pays concernés

- Le sud de la Somalie. Province de Bakol (chef lieu Hoddur).

### • 1-5 Situation Géopolitique

#### Données géographiques

- D'une superficie de 638.000 km<sup>2</sup>, la Somalie comporte, au nord, des hauts plateaux dont la végétation est une steppe épineuse, au sud, des plaines irriguées couvertes de savanes arborées. La population, de six à sept millions d'habitants, se caractérise par une organisation tribale, subdivisée en multiples clans hiérarchisés et/ou rivaux. La seule activité économique est l'agriculture de subsistance et l'élevage, surtout de chameaux. La Somalie est le quatrième plus pauvre pays du monde.

#### • Origines de la crise

- A la chute du régime dictatorial du général Siyad Barre en janvier 1991, la rivalité entre le général Aydid, le «tombeur» de Siyad Barre, et le président intérimaire officiel Ali Mahdi a dégénéré en une lutte ouverte pour le pouvoir (*voir carte 1*) et une guerre des clans et toute forme de banditisme pour s'approprier l'aide humanitaire. Il en est résulté une misère insupportable pour la population et une famine qui, avec les exactions concomitantes, a causé plusieurs centaines de milliers de morts et provoqué le déplacement et l'exode de deux millions de personnes. La médiatisation à outrance de cette

•tragédie (rôle de la chaîne américaine de radiotélévision CNN) a ému l'opinion publique internationale, en particulier américaine. Il en est résulté l'implication active de l'organisation des Nations Unies (ONU) : résolution 733 (23/01/92) appelant au cessez le feu, imposant un embargo sur les armes et accroissant l'aide humanitaire ; résolution 751 (24/04/92) créant l'organisation de Nations Unies en Somalie (ONUSOM) et prévoyant l'envoi d'observateurs ; résolution 767 (27/07/92) décidant de l'envoi de casques bleus ; résolutions 775 (28/08/92) et 794 (3/12/92) autorisant l'opération RESTORE HOPE / ORYX et organisant une force multinationale: l'UNITAF.

- **1-6 Caractéristiques de l'opération**

- **Contexte de l'intervention**

---

- Participation nationale française (ORYX) à une force multinationale (dix-huit pays) (UNITAF), sous mandat ONU (ONUSOM) et sous commandement américain (67% des effectifs totaux engagés) (RESTORE HOPE).

- **Règles d'engagement**

---

- Conformément au chapitre VII de la Charte de Nations Unies.
- Ouverture du feu en légitime défense et en riposte à une attaque, et dans le cas où des personnels armés s'opposent par la force à l'exécution de la mission.

- **Organisation du commandement.**

---

- Les éléments ORYX sont placés sous le commandement d'un officier général français désigné par le Ministre de la défense et sous les ordres directs du chef d'état major des armées (CEMA). Cet officier général, en tant que commandant de l'élément français (COMLEF), a autorité sur tous les personnels français présents sur le théâtre somalien. Il dispose d'adjoints Air et Marine et d'un conseiller Santé. Il fixe leurs missions aux unités subordonnées de la force ORYX, selon les directives du CEMA et, suivant les missions reçues de l'officier général américain commandant l'UNITAF sous le contrôle opérationnel duquel il est placé.

- **Moyens engagés (Terre)**

---

- Etat major, moyens de commandement (PC ORYX), de transmissions et de liaisons interarmées.
- Groupement de forces terrestres à deux bataillons interarmes (BAT 5 et BAT 13), un détachement du commandement des opérations spéciales (COS), un détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (DETALAT).
  - Un groupement de soutien logistique (GSL).
- **Appui naval et aérien** fourni par les forces maritimes de l'Océan Indien et les Forces Françaises stationnées à Djibouti.
  - Effectifs moyens par armée*
  - Terre: 2.400 personnels (tous professionnels ou appelés volontaires actions extérieures, AVAE).

•*Corps d'appartenance*

- Force d'Action Rapide (FAR) et Forces Françaises de Djibouti (FFDJ).

*Matériels majeurs*

- 700 véhicules dont 42 véhicules de l'avant blindé (VAB), 12 chars ERC Sagaie, 12 véhicules légers tout terrain P4 Milan (VLTT P4 Milan), 4 mortiers de 120 millimètres et environ 130 VLTT P4.
- 22 hélicoptères dont 12 hélicoptères légers Gazelle (4 Reco, 4 Canon, 4 HOT) et 10 hélicoptères de manœuvre Puma.

## •II - CHRONOLOGIE

### •2-1 Planification

- De fin novembre à mi décembre 1992 en franco-français.
- Un détachement de planification et de coordination a été envoyé auprès de US CENTCOM (Tampa. Floride), responsable de la planification au niveau du commandement interarmées américain, qui s'en est félicité. Par contre, le commandant de l'opération et de l'UNITAF, le général (US) Johnston, commandant la 1<sup>ère</sup> Marine Expeditionary Force a estimé que la place de cet élément (ou d'un similaire) aurait été plus adéquat auprès de son état major où se faisait en fait la véritable planification pour la projection et les opérations.

### •2-2 Montée en puissance / Projection (*voir carte 2*)

- La projection de la force s'est effectuée parallèlement par voie aérienne (VA) et voie maritime (VM).
  - VA : du 9 au 23/12/92.
  - VM : départ entre le 13 et le 16/12/92, arrivée entre le 24/12/92 et le 06/01/93.
- La projection par VA a impliqué trente avions dont quinze C5 américains ; par VM, un TCD (Foudre) et deux rouliers plus un BATRAL au départ de Djibouti.

### • 2-3 Phases de déploiement / Opérations (*voir carte 3*)

#### Déploiement

- 
- 9 décembre : mise en place d'une compagnie (2<sup>ème</sup> REP) de Djibouti à Mogadiscio.
  - 13 décembre: arrivée du poste de commandement (PC) à Mogadiscio
  - 16 décembre: la compagnie du 2<sup>ème</sup> REP occupe Baidoa.
  - 22 décembre: le PC et le COS sont à Baidoa
  - 24 décembre: les deux bataillons interarmes arrivent à Mogadiscio en provenance de Djibouti.
-

## •2-4 Désengagement

- Le désengagement d'ORYX 1 s'est fait simplement à l'occasion de la relève.

## •III - DISPOSITIF / DEPLOIEMENT

### •3-1 Dispositif de l'opération



## •IV - BILAN DE L'OPÉRATION

### 4-1 Opérationnel

La mission confiée aux unités françaises a été intégralement remplie dans la zone de responsabilité en éradiquant le banditisme, en confisquant et détruisant les armes non autorisées (609 armes légères et 56 armes lourdes), en participant activement à l'aide humanitaire de la population, (ce qui a contribué au retour des réfugiés et à la fin de la famine), et en facilitant le processus de remise en route des structures administratives et politiques locales.

#### •4-2 Pertes humaines

- Un blessé (véhicule sur mine)

#### • 4-3 Pertes matérielles

- Un VAB (mine)

#### •4-4 Enseignements tirés

##### •Constitution et projection de la force

---

- Compte tenu des faibles délais séparant la décision d'engagement et le choix du volume de force de la projection effective sur le théâtre, l'appartenance de la quasi totalité des composantes de la force à une seule grande unité, la FAR et aux forces pré positionnées (FFDJ) a été une condition du succès. Parmi les autres facteurs déterminants, on doit citer:
  - - l'emploi des forces pré positionnées (Djibouti), ce qui a fait gagner du temps et permis d'utiliser des compétences qui se sont révélées indispensables sur ce théâtre;
  - - l'efficacité de l'amalgame unités FAR de métropole avec celles de Djibouti et des engagés volontaires de l'armée de Terre (EVAT) dans ces unités avec les AVAE/VSLOM (volontariat service long outre-mer);
  - - l'existence préalable de relations de confiance (parce qu'organiques) au long de la chaîne de commandement et des soutiens, ainsi que les relations déjà établies entre le Commandement (US) de l'opération Restore Hope et le commandement français ORYX.
- L'homogénéité de la force a permis de pallier, en conduite, un certain nombre d'inconvénients résultant de la précipitation du déclenchement de l'opération: incertitudes sur la capacité d'emport des avions affrétés (C5) et des dates exactes de disponibilité ainsi que des conditions de chargement des rouliers et ferries.
- Cependant il resterait à définir et constituer d'emblée un module logistique réellement adapté au soutien, en particulier soutien de l'homme, pour les éléments déployés dans le tout premier échelon de la force.

##### •Activité opérationnelle

---

- Dans ce domaine, la clé du succès a été la décentralisation et l'action dynamique dans toute la zone jusqu'au niveau section / peloton. La présence et l'engagement à la demande de moyens aéromobiles immédiatement disponibles, pour le renseignement, l'appui et la manœuvre, limitaient les risques consentis à un niveau acceptable. Cette présence diluée et active favorisait à son tour l'acquisition du renseignement et sa rapide exploitation, contribuant fortement au contrôle de la zone et permettant l'acheminement de l'aide humanitaire, à laquelle les unités militaires prêtaient de fait leur concours.
- Dans ce domaine, il aurait été souhaitable que les ordres aient été plus précis en ce qui concerne le volet militaro - humanitaire, ce que l'initiative personnelle a pallié. Les difficultés rencontrées plaident en faveur de la constitution de véritables unités de « civil affairs » selon le modèle américain.

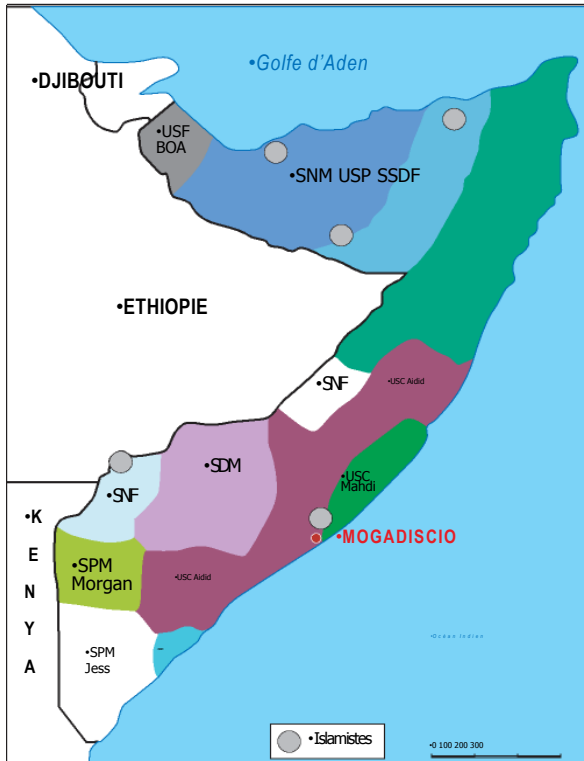
- La présence de représentants d'autres ministères (affaires étrangères, coopération...en particulier) lors de la conception de l'opération puis sous forme au moins consultative au profit du COMELEF, pendant son déroulement, s'est révélée indispensable.

### •Logistique

- La chaîne logistique a très bien fonctionné dès lors qu'elle a été déployée, et ce malgré les difficiles conditions géographiques et climatiques et les élongations. Les carences auxquelles il est nécessaire de remédier sont d'ordre matériel : de nombreuses fonctions doivent être satisfaites par la mise en conteneurs des équipements, en premier lieu dans le domaine médico-chirurgical, mais aussi pour le maintien en condition.
- Dans le contexte d'une telle opération, le ravitaillement en eau est vital. La capacité à réhabiliter les ressources existantes (équipes spécialisées du génie) a un double avantage : conforter l'autonomie de la force dans sa zone et apporter une contribution inestimable à l'aide aux populations locales, qui en profitent également, avec les retombées favorables consécutives sur l'exécution de la mission.
- Pour l'eau potable, l'utilisation de bouteilles en plastique, trop fragiles, est à proscrire au profit d'emballage tétra brique (gain en volume palettisé).
- Enfin concernant le « bien-être » (« well fare »), si la question des loisirs (moyens inexistant) n'a pas été cruciale du fait de l'activité opérationnelle soutenue et de la relative brièveté du séjour sur zone, l'absence de possibilité de liaisons téléphoniques avec les familles a été un élément pesant sur le moral des personnels, malgré un fonctionnement satisfaisant du courrier, d'autant que les autres contingents nationaux bénéficiaient de cette facilité.



•IMPLANTATION DES FRONTS (CARTE 1)



•Partisans d'Aydid :

- «Somali National Alliance»
- \*USC Aydid
- \*SDM
- \*SPM Jess
- \*SSNM
- (Sud ouest du pays)

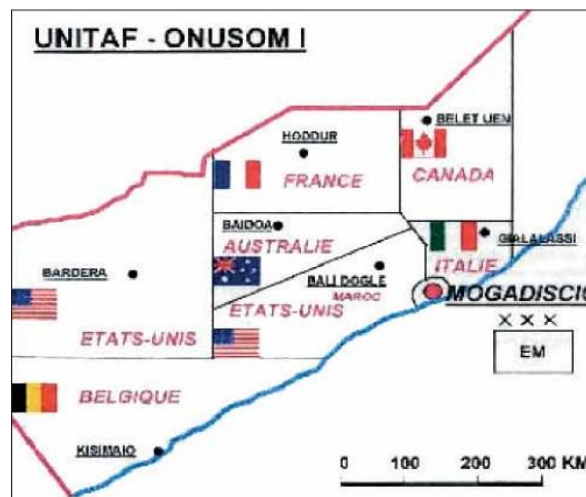
•Partisans d'Ali Mahdi :

- «Democratic Alliance Somali»
- \*USC Mahdi
- \*SNF (ex-parti de Siyad Barre)
- \*SPM Morgan
- \*SSDF
- (Nord est du pays)
- Mogadiscio est divisée également entre USC Aydid (S.O.) et USC Mahdi (N.E.)

•«Somaliland»

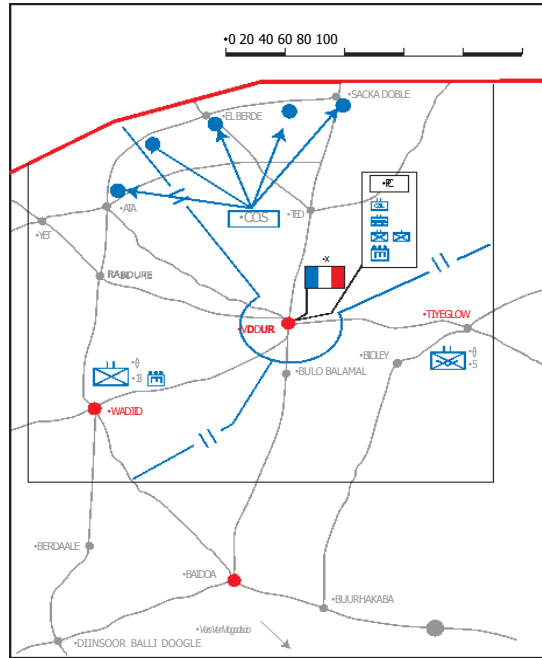
- \*SNM
- gouvernement de fait séparatiste
- (Nord du pays)

•IMPLANTATION DES CONTINGENTS EN FÉVRIER 1993 (CARTE 2)





•CARTE 3



•CARTE 4

